

Gastro techno
L'imprimante 3D dans
la cuisine du futur. PAGE 48

Sous le sapin,
notre choix
d'excellents livres
de (bonnes)
recettes.
PAGE 51

Exposition immersive
Olafur Eliasson inaugure avec brio
la Fondation Louis Vuitton.

CULTURE PAGE 52

samedi
20 décembre 2014

L'Echo

À propos

«Madame, les militaires ont tué votre fils»



Alors que les Farc parlent dorénavant de paix, les séquelles de la rébellion n'en finissent pas d'endeuiller la Colombie, où l'on découvre que le gouvernement a les mains ensanglantées du meurtre de quantité de jeunes, au nom de la propagande et des statistiques. Les victimes de cette macabre comptabilité sont appelées «faux positifs». Témoignages.

A propos Reportage

Colombie La mort comtable

Entre 2002 et 2008, des centaines, voire milliers de civils ont été assassinés par les forces publiques colombiennes. Ces meurtres étaient déguisés en combats contre la guérilla. Le butin du crime? Des congés, promotions, récompenses financières. Sept ans après la découverte du scandale de ces «falsos positivos», les familles des victimes attendent justice.

OLIVIER BAILLY
À BOGOTÁ

Avec un sourire un peu crispé, Rosa assume sa «middle class» des lunettes élégantes, un rouge à lèvres discret, un bracelet imitation or et, autour du cou, son pass pour franchir les cerbères de l'immeuble qui accueille son emploi. Elle travaille à la cour des comptes de Bogotá. C'est la première fois qu'elle parle à un journaliste. Il y a bien eu des articles sur Pablo. «Pablito» comme elle l'appelle toujours. Mais débaillez tout l'historique? Jamais. La maman couve toujours son gamin, même dans l'au-delà. «C'était un gentil garçon, bien élevé. Il était très intelligent. On essayait de l'aider comme on pouvait, il a fait plusieurs centres de désintoxication».

Pablo vivait en rue. Le fils est tout sauf un rebelle. Plutôt un meurtre. Il visite régulièrement chez ses parents, à Neiva (une ville à cinq heures au sud de Bogotá) pour manger ou se laver, sa dernière visite date du dimanche 10 février 2008. Pablo a alors 24 ans. «Je passerai demain, sûrement. Il n'est pas venu. Ni le lendemain, ni de toute la semaine. Rosa et son mari placardent son visage dans la ville, signalant la disparition.

Au mois d'août, une connaissance travaillant à la Fiscalía (ministère public) reconnaît, sur photo, Pablo parmi les victimes de combats entre la guérilla et l'État. Pablo est mort à Suaza, à 170 km du lieu où il a disparu. Une balle dans la poitrine. Sa mort date du 15 février 2008. Soit cinq jours

après sa disparition. Il est enterré comme NN, corps non identifiés. Sauf par sa mère. «On l'a reconnu, notamment à ses mains sur lesquelles il avait tatoué le visage de sa fiancée», raconte Rosa. «On l'a sorti de la fosse commune. Il était habillé avec des bottes et une chemise de guérillero».

Pablo est un cas typique de «falsos positivos», à savoir un civil déguisé en guérillero mort au combat. «Les falsos positivos ne sont pas apparus sous le gouvernement d'Uribe (de 2002 à 2010, NDLR). Ces pratiques se commencent auparavant», explique Reynaldo Villalba, avocat au collectif d'avocats CCAJ (Corporación Colectiva de Abogados José Alvar Restrepo). «Mais sous Uribe, les chiffres ont énormément augmenté entre 2002 et 2008. Plus de 3500 cas de victimes sont recensés, avec un taux d'impunité de plus de 97%».

«Il y a des situations différentes sous le vocable "falsos positivos"», explique le Juan Carlos Gómez, colonel de l'armée de l'air et chef des forces publiques pour le «droit international humanitaire et droits de l'homme». «Il y a des situations légales mais légitimes, comme un militaire qui tue un voleur. Et des situations légales et légitimes, où les membres des groupes illégaux demandent à la famille du combattant de se plaindre pour commencer les médias que le guérillero est un faux positif. Ce qu'on essaie de faire, c'est de s'opposer aux cas de vrais faux positifs. Pour ce qui est des décès, on veut que les coupables soient poursuivis. Et on veut défendre les autres.» Si le colonel ne se risque pas à avancer pas un chiffre pour les «vrais» falsos positivos, d'autres le font pour lui.

Le Cinep (Centre d'Investigation et d'Éducation populaire) estime un total de 1741 victimes d'exécutions extrajudiciaires entre 1984 et 2011, dont 1.189 entre 2002 et 2008. Le rapporteur des Nations unies évoque, via différentes sources, 1.486 meurtres entre 2002 et 2008. Pour la même période, l'Observatoire des droits humains de la Coordination Colombie-Europe-USA (CEEUE) attribue 3.345 exécutions extrajudiciaires aux forces de sécurité. Ce réseau de 231 organisations sociales en Colombie, avec «The Fellowship of Reconciliation», a publié un rapport en mai 2014 chiffrant à 5.763 les exécutions extrajudiciaires entre 2000 et 2010.

Échange meurtre contre promo

Au-delà de ces chiffres très précis, une chose est certaine : la majorité de ces victimes, comme Pablo, était recrutée parmi les plus fragiles, les plus marginaux. Les plus défavorisés de la société : les drogues, les SDF, l'indigence, des ex-détenus, des sans-emploi, etc. Pour tromper ces futures victimes, un recruteur promettait du travail dans une autre région (travailler dans les champs) ou un acte illégal (traquer un camion) à livrer à une unité de police ou de l'armée, ils étaient exécutés, et le crime marquait en combat.

La motivation des tueurs fait froid dans le dos. Reynaldo Villalba les énumère : «Des promotions. Des récompenses. Des missions internationales, au Vénézuéla par exemple. Des changements de bataillons. Des notes sur la CV, comme des actes héroïques. Des vacances. Une voiturette tant on combat «obtemus» (de suite 8 à 10 jours de permission. L'informateur était également payé. Des paiements apparaissaient comme ayant reçu de l'argent pour avoir affirmé que telle ou telle personne était bel et bien un guérillero. Ils étaient obligés de le faire pour donner une apparence de vérité et souvent ils ne recevaient rien comme "informateur"».

Selon le rapport de la FIDH (fédération internationale des droits de l'homme) et du CCAJAR, l'État, au moins par négligence, a une double responsabilité dans ces assassinats. D'abord, ce système de récompenses pour les vaillants combattants n'était soumis à aucun contrôle ou transparence, constituant un terrain fertile pour l'émergence des «falsos positivos». Ensuite, le gou-

vernement Uribe mit une pression considérable sur les forces publiques pour obtenir des victoires militarily comptabilisées en morts. Les commandants qui ne ramenaient pas suffisamment de «résultats» étaient sanctionnés. Les «falsos positivos» représentaient l'avantage non seulement de gonfler les statistiques, mais de le faire en plus sans mettre sa vie en péril. L'ur était d'un froid processus comptable.

Sept ans plus tard, Rosa attend toujours la fin du procès des meurtriers de Pablo. Elle l'espère pour fin 2014. En attendant que l'honneur du fils et de la famille soit lavé, elle fait profil bas. Elle qui a demandé à ce que les prénoms soient changés, «à elle peut? Je n'ai pas été menacée parce qu'on n'a pas fait de dénonciation publique, nous sommes restés très discrets. Les grandes déclarations des mères de Soacha font qu'elles peuvent avoir peur. Moi pas».

Je ne mérite pas une punition

C'est grâce à ces mères que les cas de «falsos positivos» ont été révélés au grand public colombien.

Soacha est une banlieue de Bogotá où a grandi vite, très vite, à coup de villages internes. C'est notamment là que furent accueillis bon nombre d'habitants du déplacement d'Armero, ruiné par le volcan Nevado del Ruiz. Ce «déplacement» est immortalisé par la petite Omaya Sanchez, fille de 13 ans coincée dans les débris et dans l'eau, morte sans les yeux du monde au bout de trois jours d'agonie.

«On l'a reconnu, notamment à ses mains sur lesquelles il avait tatoué le visage de sa fiancée. On l'a sorti de la fosse commune. Il était habillé avec des bottes et une chemise de guérillero.»

Rosa

La maman de Pablo

Soacha présente les signes d'une croissance urbaine trop rapide : toutes les rues ne sont pas goudronnées, les deuxièmes étages des maisons, dont les briques rouges ne sont pas recouvertes d'enduits, semblent avoir été construits bien après le premier. L'expansion de la ville s'arrête nette dans des cuils de sacs qui laissent enfiler à la plaine envahie un peu de répit.

Maria, une des mères de Soacha, vit dans le barrio Compañía. Elle habite une maison à son image, «petite mais chaleureuse». Arrivée en 2001, elle y a élevé ses neuf enfants. Quand il y en a pour un, il y en a pour cinq. L'amuse-t-elle. Si si cinq enfants mangent, alors il y a de la nourriture pour neuf. Démonstration mathématique implacable de la déboulée démographique. Marie, Marie arbore, sur l'épaule gauche, un aigle. Animal qui la fascine. Par son regard, la puissance de ses serres, sa liberté. Elle parle de sa mère, de sa longévité exceptionnelle. L'un d'eux prend un envol éternel sur le mur du salon, entre deux vases qui supportent le poids de nombreux bibelots.

Au-dessus du divan, le grand portrait d'un jeune garçon défie le visiteur du



A propos Reportage



© BELGA

regard. C'est Estiven, 16 ans au moment de sa disparition. Des types bizarres, venus de loin, de la « tierra caliente », selon Maria, venaient parler aux jeunes du quartier, parlant de job bien rémunéré. Estiven racontait à Maria l'argent au bout de la traite des vaches et d'autres travaux de ferme, mais la mère ne voulait rien entendre. « Je lui disais qu'il s'agissait pas un adulte, qu'on ne s'était jamais séparés. Le 6 février pourtant, Estiven s'en va, sans prévenir. Maria le cherche pendant deux jours. Le 8 février, un vendredi, Estiven téléphone à la maison. Elle est absente mais Sandra, une de ses filles, décroche.

« Où est tu ? Maman est inquiète !
— Je suis à Ocaña (à 680 km de Bogota, NOUR), je reviens d'un dimanche ou lundi. Je ne mérite pas une punition. »

Alors que son frère allait expliquer son « travail », Sandra a l'impression qu'on lui retire le téléphone des mains. La communication se coupe.

La tranquillité de Maria ne durera qu'un week-end. Estiven ne revient pas lundi. Pendant huit mois, elle va le chercher, faire le tour des hôpitaux, des prisons. Elle retourne à la maison à Ocaña. Mais pas à Ocaña. « Il m'avait dit qu'il n'était parti, jamais je n'ai pensé qu'il était mort. Je pensais qu'il ne revenait pas de peur que je le punisse. Il faut savoir parfois être sévère à cet âge-là. On doit servir la justice. »

Le 25 septembre, au bout de 8 mois, Sandra est devant la TV. Elle regarde les nouvelles et pleure. On évoque les jeunes de Soacha. Une fosse commune avec des cadavres. Une femme du coin, Idali Garcia, a un neveu à la médecine légale de Bogota. Il a vu passer, sur son ordinateur, les photos de jeunes combattants. Il a reconnu son cousin. Et le scandale des « faux positifs » éclate. Maria apprend alors que ce qu'elle vit, d'autres mères de Soacha le vivent aussi. Comme elle, elles ont retrouvé les environs sans résultat, 19 jeunes sont concernés.

« Je me rendais alors compte que mon fils n'était pas mort, avec deux autres amis. Mais si les enfants se connaissent, les mamans ne s'étaient jamais vues. » Maria va d'abord reconnaître Estiven sur photo à Bogota, « Je n'étais pas certaine. C'était quelqu'un qui lui ressemblait, ça oui, mais ce ne pouvait pas être lui. » Elle part pour Ocaña. Arrivée à la

Fiscalia, on lui demande :

« Vous venez rechercher un guerillero ?
— Non, je viens rechercher mon fils.
— Mais il était avec les guerilleros, Madame, et les militaires ont été obligés de le tuer.
— À quelle heure ?
— Le 8 février, vers 3 h de l'après-midi. »

Alors là il était guerillero pendant deux jours.

Estiven a été tué deux heures après le coup de téléphone. Maria a vu voir son corps frappé dans la figure, la bouche avec quelques dents en moins. Entre la photo du cadavre et la photo du corps dans la fosse, Estiven avait changé de pantalon. Il a reçu trois balles, une dans chaque jambe et une autre dans la nuque. Aucun trou dans le pantalon. Ce n'est pas le seul cas où le maquillage des tuteurs est soigné. Le rapport « Les litres de sang évoque des supercherie parfois encore plus grossières : un « combattant » avec deux bottes dottes, un gaucher tenant son arme dans la « mauvaise » main, des guerilleros avec des vêtements bien trop amples pour eux.

Rassemblements, les mères de Soacha trouvent le courage de parler, de dénoncer. « Au début, nous n'avions pas peur parce que nous réclamions nos fils et cela nous portait. » Mais les menaces sont arrivées. Maria fut la première. Huit autres familles ont suivi. Par téléphone, messages, des feuilles glissées sous la porte. « La première fois j'allais rechercher ma petite fille à Hirole. Une moto avec deux personnes arrive à ma hauteur. Le passager descend, m'attrape par les cheveux et me tape la tête contre le mur. « Ne dénonce pas, ne dis rien sinon tu auras la bouche pleine de mouches. »

« Une moto avec deux personnes arrive à ma hauteur. Le passager descend, m'attrape par les cheveux et me tape la tête contre le mur. « Ne dénonce pas, ne dis rien sinon tu auras la bouche pleine de mouches. »

Maria
La maman d'Estiven



Faux positif, vraie impunité ?

Maria espère que le procès d'Estiven se terminera en 2015, mais en fait, elle n'en sait rien. L'argent, elle s'en voit. « Réparations ? Quelles réparations ? Mon fils n'était pas à ven-

dre. » Elle veut la vérité et que « l'État reconnaisse sa responsabilité dans les crimes. »

Ce n'est pas gagné. Alors qu'un accord de paix se profile entre les Farc et le gouvernement, le président Santos entend parler des violations du droit par l'armée sous l'égide d'un tribunal militaire. Début septembre, il avançait dans le quotidien « El Tiempo » que « de nombreuses fois, les guerres ne se mènent pas seulement sur les champs de bataille. Elles se livrent dans les tribunaux et les milles politiques. (...) Les militaires néoclassiques que leur situation juridique soit une situation forte, que nous les défendions contre beaucoup d'accusations, dans beaucoup de cas des accusations fausses. »

À la lecture de cette coupure de presse, Maria s'étrangle. « Avant le président, tout va bien, il parle de défendre les forces publiques. Qui va nous défendre, nous ? »

Un débat entre juristes est lancé. Si les « faux positifs » sont reconnus comme crime en temps de conflits armés, ils tombent sous le droit humanitaire international. Ils pourraient alors être jugés par un tribunal militaire. Voir être amnistiés dans le cadre des accords de paix. « C'est un débat en cours depuis deux ans », explique Carlos Andrés Prieto, politologue au think tank « Ideas for Peace ». Les militaires auront-ils le même traitement juridique que la guérilla après la conclusion d'un accord de paix ? La position majoritaire de la société civile est que les faux positifs doivent être jugés par un tribunal civil. Celle du gouvernement est exactement l'inverse.

Quoi qu'il arrive, Maria vivra avec un avant et un après 8 février 2008. Elle s'accroche au combat avec la puissance de ces aigles qu'elle administrait. Elle ne lâchera pas. Même le procès terminé, elle continuera de lutter. « D'autres personnes sont dans les mêmes affaires que moi et je veux les aider. Brander le souvenir de son fils n'est pas simplement un combat, c'est une méthode de survie. Maria ne décrochera donc jamais le portrait d'Estiven qui trône dans le salon. Vivre chaque jour sous son regard n'est-il pas difficile ? » Non. C'est une manière de le voir en vie. D'ailleurs, je l'attendrai encore tous les jours.

Les prémons de Rosa, Pablo, et de Sandra ont été modifiés à la demande des mères. Article réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme (Belgique).

CESSEZ-LE-FEU LES FARC FONT UN GESTE

La guérilla des Farc a décrété, jeudi, un cessez-le-feu illimité en Colombie, un geste sans précédent depuis le lancement du processus du paix, tout en mettant la pression sur le gouvernement, qui a toujours refusé jusqu'ici un armistice. Depuis La Havane, où ont démarré, il y a deux ans, des pourparlers, la délégation des Forces armées révolutionnaires de Colombie a annoncé l'interruption des hostilités pour une durée indéterminée.

Jusqu'alors, la rébellion marxiste, la plus ancienne d'Amérique latine qui compte encore 8.000 combattants après un demi-siècle d'existence, n'avait observé que des cessez-le-feu temporaires à la période de Noël. Elle a toutefois prévenu que sa trêve serait suspendue en « cas d'attaques de la part de la force publique » et prône la mise en place d'observateurs internationaux, une condition nouvelle. « Cette annonce constitue une décision politique fondamentale des Farc pour avancer vers la recherche d'une fin de la confrontation, avant même la signature définitive d'un accord », indique le politologue Jaime Zuluaga, enseignant à l'université nationale de Bogota.

Jusqu'à présent, le gouvernement du président Juan Manuel Santos s'opposait à tout cessez-le-feu militaire avant un accord définitif, estimant qu'une trêve renforcerait la guérilla et éloignerait la perspective d'une paix, après un conflit qui a fait quelque 220.000 morts et 5,3 millions de déplacés, selon des chiffres officiels.